Droits du Proche-Orient ancien

Sophie Démare-Lafont

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1253>

DOI : 10.4000/ashp.1253

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2012

Pagination : 7-9

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Sophie Démare-Lafont, « Droits du Proche-Orient ancien », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 143 | 2012, mis en ligne le 20 septembre 2012, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1253> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1253>

DROITS DU PROCHE-ORIENT ANCIEN

Directeur d'études : M^{me} Sophie DÉMARE-LAFONT

Programme de l'année 2010-2011 : *Les textes juridiques scolaires.*

La conférence de cette année s'est intéressée aux textes juridiques scolaires. Longtemps négligée par l'assyriologie, la question de l'éducation des scribes, des lettrés et plus largement des élites, a connu durant ces dernières années un regain d'intérêt. Les travaux récents de D. Charpin sur l'apprentissage et la diffusion de la lecture et de l'écriture (*Lire et écrire à Babylone*, Paris, 2008) ont montré que le cercle des Babyloniens capables de maîtriser le cunéiforme est beaucoup plus étendu qu'on ne l'a cru par le passé. Pour autant, le niveau de formation des principaux acteurs de la vie économique et politique n'est pas uniforme. Il varie selon les besoins des utilisateurs et les milieux socio-culturels. S'agissant du droit, il y a un écart considérable entre les juristes des chancelleries royales, les petits notaires de province et les marchands engagés dans des opérations commerciales complexes. Tous ont une compétence juridique, mais ils n'ont pas suivi le même parcours éducatif. C'est précisément pour essayer de retracer la longueur et la spécialisation des cursus qu'on s'est penchés sur les méthodes de l'enseignement du droit en Mésopotamie.

L'école de Nippur, la plus prestigieuse et la plus productive, a particulièrement retenu l'attention. Les sources des ^{xix}^e-^{xviii}^e s. av. J.-C. montrent que les élèves commencent par recevoir une éducation « généraliste », comportant une initiation au sumérien, aux mathématiques et au droit. À l'issue de cette première étape, le scribe est capable d'écrire la plupart des actes juridiques de la vie courante, de tenir une comptabilité simple et d'effectuer des opérations de calcul ordinaires. Un second stade de spécialisation permet d'accéder à un degré élevé de connaissances dans des domaines comme la médecine, la divination ou encore le droit. Les documents didactiques et progressifs destinés à favoriser la mémorisation sont remplacés par des textes beaucoup plus ambitieux et une méthode visant à la systématisation des acquis.

La documentation de Nippur montre bien la proximité, déjà relevée notamment par J. Bottéro (« Le "Code" de Hammurabi », réimpr. dans *Mésopotamie. L'écriture, la raison et les dieux*, Paris, 1987, p. 191-223) entre matières scientifiques et juridiques dans l'éducation scribale. Médecins, devins et juristes sont formés dans les mêmes moules méthodologiques privilégiant l'observation et la déduction.

S'agissant de l'enseignement général, on a examiné d'abord une tablette de Nippur (Ni. 10108 publiée par A. Cavigneaux dans C. Proust, *Tablettes mathématiques de Nippur*, Istanbul - Paris, 2007 [Varia Anatolica 18], p. 352) qui porte sur la face un modèle de contrat de prêt avec antichrèse et sur le revers le début de la liste métrologique des mesures de capacité. Les tablettes scolaires sont habituellement petites, brèves et rondes. Ces critères se retrouvent ici sauf en ce qui concerne le format, carré comme le veut la tradition de Nippur. Une autre particularité tient à la présence de noms propres dans le contrat : en principe, les modèles copiés en contexte scolaire

sont anonymes. Les fonctions pédagogiques de ce genre d'exercice sont multiples : entraînement de la mémoire, pratique de l'écriture et surtout technique de la « mise en page » d'un contrat. Le scribe apprend l'ordre dans lequel les clauses doivent obligatoirement apparaître. Il ne s'agit pas de pures conventions de forme mais de moyens permettant de se familiariser avec la rigueur du style et l'utilisation d'une terminologie spécifique, et plus largement de saisir la logique globale d'un contrat.

En même temps qu'il se lance dans les calculs de surface ou les extractions de racines carrées, l'étudiant aborde la copie d'extraits de grandes œuvres littéraires (hymnes, mythes) et la rédaction de formules de contrats plus élaborées. Assimiler un grand nombre d'énoncés juridiques suppose d'apprendre méthodiquement leurs contenus. Un recueil composé au premier millénaire av. J.-C. à partir de clauses attestées au XVIII^e s. av. J.-C. (*Ana ittišu*, édité par B. Landsberger, MSL 1, Rome, 1937) fournit de bons exemples de la méthode utilisée. Elle consiste en une adaptation du système de la liste thématique, couramment employé au niveau élémentaire pour inculquer toutes sortes de savoirs lexicaux (signes, objets de toutes sortes, dieux, arbres, oiseaux, planètes etc.) ou mathématiques (tables métrologiques ou numériques). À partir d'un mot-clé sont ajoutés des éléments grammaticaux de plus en plus complexes pour aboutir à de petites phrases qui, mises bout à bout, formeront l'ossature juridique du contrat. Les étudiants plus avancés étaient capables de reproduire, sans doute de mémoire, un acte courant de mariage, d'adoption ou de partage successoral. Plusieurs extraits de ce manuel des formes juridiques anciennes ont été lus et commentés avec les auditeurs. On s'est interrogés également sur la finalité de l'œuvre : la phraséologie typique de l'époque paléo-babylonienne est tombée en désuétude à l'époque de la compilation, ce qui incite à l'interpréter comme un travail de conservation d'un héritage culturel plutôt que de formation de praticiens.

Les similitudes entre certaines collections législatives et les traités médicaux ou divinatoires ont été approfondies. Ces sources ont en commun un mode d'expression casuistique (protase-apodose) et une mise en ordre systématique des données. Deux exemples ont été analysés : la tablette YOS I 28 et le dossier rassemblé par M. Civil (*Studies Landsberger*, p. 11-12) puis M. Roth (*JCS* 32, p. 127 et s.) sur le thème du « bœuf frappeur ». On y a ajouté l'étude de certaines « lois doubles » des codes, qui envisagent deux facettes opposées d'une même situation juridique sans traiter les variantes intermédiaires. Tous ces textes sont, comme les séries mathématiques, divinatoires ou médicales, gouvernés par un principe d'engendrement qui rappelle la structure verticale des listes mais indique aussi un effort de systématisation et donc de conceptualisation de la matière.

Enfin, le reste de l'année a été consacré à l'interprétation de quelques grands procès de Nippur appartenant au *curriculum* juridique.

Tout d'abord la tablette IM 28051 a été commentée à la lumière du vocabulaire des contrats de mariage d'une part et de la formulation des procès néo-sumériens d'autre part.

Le cas limite de PBS 8 100 nous a retenus peu de temps : en dépit des apparences, ce texte n'a rien de judiciaire ni de juridique et constitue plutôt un exemple de lexicographie versifiée émanant d'un scribe particulièrement érudit ou fantaisiste.

Un autre document atypique, YBC 9839 édité par W. Hallo en 2002 (« A Model Court Case Concerning Inheritance », *Memorial Jacobsen*) montre comment on passe du recours contentieux à la solution amiable. Deux frères partagent la succession paternelle, mais dix ans après, l'un d'eux réclame le prix de deux servantes qu'il nie avoir perçu. Le copartageant étant décédé, c'est son fils qui est assigné. Il affirme que la somme a été versée lors du partage et que son montant n'a pas été contesté. Les juges défèrent le serment au défendeur et incitent les parties à trouver un arrangement sur les lieux mêmes de la prestation. Commencé comme un procès (cf. notamment l'emploi de *nam-erim₂* l. 19, en référence au serment purgatoire), le texte se termine comme un contrat, avec la transaction à laquelle les parties sont parvenues « d'un commun accord » (*še-ge-ne-ne-ta* l. 22) et le serment par le roi (*mu lugal* l. 41) juré par le demandeur.

Le célèbre procès en « uxoricide » 2 N-T 54, connu par trois manuscrits de Nippur, a été repris pour essayer de discerner sa portée juridique et pédagogique. La conférence de P. Michalowski (University of Michigan), Directeur d'études invité par notre collègue M. G. Mazetti-Rouault de la section des Sciences religieuses, a fourni un éclairage prosopographique précieux pour la compréhension de ce texte.

Le dossier des tribulations de Gimil-Marduk, reconstitué par A. George (CUSAS 10 n° 17) à partir de trois tablettes similaires mais non identiques, a clôturé ce cycle. Les aspects très littéraires et narratifs de ce document posent la question de sa nature : s'agit-il d'une sorte de plaidoirie destinée à montrer les qualités oratoires de l'auteur et sa maîtrise de l'art rhétorique ? Cette affaire, comme les autres grands procès de Nippur, est rapportée en plusieurs versions, qui ne sont pas de simples duplicats mais comportent des variantes. Apparemment, il existait donc un corpus des « grands arrêts de la jurisprudence » de Nippur qui devait être mémorisé par les apprentis juristes. Que ces causes soient imaginaires ou réelles, elles n'ont pas été sélectionnées seulement pour former à l'éloquence ou à la narration. Elles ont aussi – et peut-être surtout – vocation à expliquer les aspects techniques du déroulement de l'instance, en particulier l'administration de la preuve. Les dimensions littéraire et juridique ne sont donc pas incompatibles et sont d'ailleurs associées dans de nombreuses civilisations. À Rome, pour ne citer que cet exemple, rhétorique et droit sont étroitement liés.